

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61006

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

on et de leurs obstacles à l'insertion professionnelle aux États-Unis. Issues pour la plupart de la moyenne et petite bourgeoisie citadine libérale d'Allemagne et d'Autriche habituée dès avant l'émigration à s'adapter aux conditions particulières de ces pays où, en dépit de l'émancipation légale des Juifs et de leur attachement à la culture allemande, ceux-ci subissaient déjà avant 1933 des discriminations sociales, radicalisées par le nazisme en véritable ségrégation, qui les avait obligés à se replier progressivement sur la vie communautaire. Avec pour conséquence une prise de conscience accrue de l'identité et de la solidarité juives, et des changements fondamentaux dans le rôle des femmes au sein de la famille et de la minorité de plus en plus contrainte à une gestion quasi autarcique de survie. Renforcée par leur situation d'exilés déracinés et les difficultés rencontrées à leur arrivée aux États-Unis, accentuées par les effets de la crise mondiale, cette communauté de destin et de solidarité s'avère un précieux réconfort. En particulier pour les femmes obligées, pour contribuer à l'entretien de la famille, d'accepter des emplois subalternes mal payés, peu conformes à l'idéal féminin de la bourgeoisie. Dans ce contexte, leur américanisation passe par une double identification: d'une part au statut économique d'Américaines de toutes conditions contraintes comme elles, par suite de la crise et de l'insuffisance de crèches et de garderies, à la double journée de travail. De l'autre, identification à la volonté de concilier engagement professionnel et féminité de l'apparence. Reste cependant le souci supplémentaire de trouver des garants et de l'argent indispensables à la venue de proches encore exposés aux persécutions nazies. D'où leur implication active dès le début dans les organisations juives d'entraide particulièrement actives et dynamiques aux États-Unis. Sans abandonner pour autant leur fonction antérieure d'apaisement des conflits familiaux consécutifs aux bouleversements vécus. Curieusement, au lieu de profiter de leur meilleure capacité d'adaptation pour imposer un changement des rapports homme/femme au sein de la famille, la plupart maintiennent, ne fût-ce qu'en apparence, les anciens rapports. Soit parce qu'ils correspondent au schéma intériorisé de leur milieu culturel, soit pour éviter d'aggraver les tensions par un changement trop brutal. Ces changements n'interviendront qu'avec la génération des enfants.

Peu étudié jusqu'à présent, l'enracinement de ces derniers contribue le plus souvent à l'intégration des parents et à leur décision de ne pas revenir en Europe après la guerre. Dilemme particulièrement douloureux: l'idée de retourner en Allemagne semble avoir tenté davantage des hommes attirés par de meilleures perspectives sociales que des femmes désireuses tout au plus de rendre visite à quelques anciens amis, voire de revenir de temps à autre en France, première étape de leur émigration restée à leurs yeux, malgré la xénophobie et les vicissitudes subies, l'incarnation d'une culture des Lumières partagée avec ceux qui avaient su les accueillir, voire les aider, parfois au péril de leur vie. Signe que, par delà l'expérience certes difficile mais somme toute réussie de l'intégration, le traumatisme de la fuite et du déracinement subsiste même chez les enfants qui ne les ont pas vécus directement et sont pour la plupart mariés à des conjoints américains, on note dans cette deuxième génération une sensibilité particulière aux problèmes actuels de l'immigration et du droit d'asile.

Rita THALMANN, Paris

Marlis BUCHHOLZ, Bernd ROTHER, *Der Parteivorstand der SPD im Exil. Protokolle der Sopade 1933–1940*. Projektleitung: Herbert OBENHAUS / Hans-Dieter SCHMID, Bonn (J. H. W. Dietz) 1995, LXXI–573 S. (Archiv für Sozialgeschichte, 15).

Fondés essentiellement sur les archives de Potsdam, complétés par des correspondances de responsables et par 30 documents annexes, les 123 procès verbaux de la direction social-démocrate allemande en exil (Sopade) reflètent les conflits aussi bien en son sein qu'avec les groupes socialistes allemands à sa gauche et même avec les socialistes autrichiens. Sans parler de l'impuissance de l'Internationale socialiste à les arbitrer. A fortiori à surmonter les divergences entre partis membres.

Impression dominante de l'ensemble: le temps et l'énergie passés à évincer l'opposition minoritaire au sein de la direction de la Sopade au nom d'une conception conservatrice et d'une volonté hégémonique déphasée, compte tenu des enjeux et du contexte créé par l'effondrement de la démocratie en Allemagne, d'une part, de la crise européenne de l'autre. Il est clair que le contentieux avec les communistes l'emporte en permanence, malgré toutes les proclamations sur la nécessaire unité du mouvement ouvrier pour renverser le régime nazi. La seule rencontre officielle entre directions des deux partis, en novembre 1935, restera sans lendemain. Renforcé par les procès de Moscou puis le pacte germano-soviétique, l'anticommunisme de la Sopade explique sans doute aussi la faiblesse de son soutien à l'Espagne républicaine. Durant la période pragoise, les réunions de la direction concernent surtout les questions d'organisation, les activités de publication et les contacts avec les 11 postes de secrétaires frontaliers chargés de maintenir le contact avec les camarades restés à l'intérieur du Reich. Les problèmes de fond tels que l'examen critique de la politique suivie sous Weimar ou la stratégie de lutte contre le régime nazi ne sont pratiquement pas abordés. Après le transfert, exigé par l'évolution de la conjoncture, du siège à Paris, la perte des secrétariats frontaliers en Tchécoslovaquie et la diminution drastique des ressources financières, la direction accepte la proposition jusque-là toujours repoussée de Paul Hertz, dernier minoritaire en son sein, de tenter une «concentration», des groupes socialistes de langue allemande en exil. Si elle parvient à nommer des délégués officiels à Londres et à Stockholm, les relations avec les sociaux-démocrates allemands et autrichiens restent tendues. Dès cette époque, on constate, et cela vaut aussi pour l'Internationale socialiste, que les affinités idéologiques et culturelles séparent les partis «nordiques» anglo-saxons compris – des partis latins favorables à une stratégie de Front populaire. Clivage non dénué de contradictions puisque tout en condamnant le choix de Léon Blum en ce sens, ces partis condamnent la politique de non-intervention en Espagne. Quant à la direction de la Sopade, hormis le soutien individuel aux membres de la majorité en exil, en diminution progressif faute de moyens, elle n'accorde que peu d'attention et encore moins de débats aux événements majeurs des années trente. Cas le plus frappant: celui de la persécution des juifs évoqué seulement à trois occasions entre 1938–39. A propos de la conférence d'Evian sur les réfugiés à laquelle elle avait accepté de déléguer Paul Hertz, avant son éviction de la direction pour coopération «déloyale» avec le groupe *Neu Beginnen*, puis lors du dépôt par les délégués du *Bund* de Pologne et du parti de Palestine de résolutions sur le sujet à l'Internationale, dont le sort n'est plus évoqué par la suite, et finalement au sujet de l'antisémitisme dans la Pologne de 1939, évoqué par un camarade en visite au siège de la Sopade à Paris. Pas la moindre prise de position sur l'accentuation des persécutions antijuives à partir de 1938 et du pogrom de la «Nuit de Cristal». Aspect encore plus révélateur: alors que la direction ne ménage pas ses opposants internes, elle ne manifeste ni réprobation ni blâme, mais décide au contraire de défendre son secrétaire frontalier Reinbold, auteur de propos ouvertement nationalistes et antisémites, notamment à propos d'un article du professeur Kurt Löwenstein critiquant les contacts de la Sopade avec Otto Strasser. Attitude de la direction d'autant plus paradoxale que le *Jewish Labour Committee* est l'une des rares organisations à lui accorder un soutien financier en 1939.

Ce n'est qu'à cette époque et dans la perspective de plus en plus probable de la guerre que, par souci de peser sur les décisions futures des vainqueurs occidentaux que la direction de la Sopade entame un débat sur l'attitude à adopter en cas de conflit et sur le statut futur de l'Allemagne libérée du nazisme en souhaitant le retour aux frontières de 1937 et l'intégration à l'Europe. Sur ce programme, elle prend ses distances avec le responsable des sociaux-démocrates allemands des Sudètes, Wenzel Jaksch, partisan du maintien d'une Grande Allemagne, ce qui ne l'empêchera pas de devenir député SPD et Président de «l'Union des expulsés» après guerre en RFA. Lors de ses dernières réunions à Paris, en janvier et mars 1940, la direction de la Sopade décide de publier un manifeste contre la terreur nazie en

Pologne et en Tchécoslovaquie dans le *Neue Vorwärts*, organe central du parti dont la publication est arrêtée à partir d'avril 1940.

Sur les huit responsables siégeant encore à Paris après l'éviction des minoritaires de gauche (Aufhäuser, Böchel et Hertz) et la mise à l'écart de Georg Dietrich et Marie Juchacz, considérés proches de ces derniers, six – dont deux de l'appareil (Geyer et Heine) pratiquement cooptés se répartiront entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le président Wels meurt en 1939 à Paris, de même que le trésorier du SPD Crummenerl en 1940. Rudolf Hilferding, coopté en 1939 sera arrêté et livré comme Rudolf Breitscheid, qui ne croyait plus à l'action politique de ses camarades, par la police de Vichy à la Gestapo en 1941. Il aura fallu sept années et un 3<sup>e</sup> exil pour que se constitue pour la première fois en 1941 à Londres une Union de toutes les organisations socialistes allemandes en exil sous la présidence de Hans Vogel. A New York une union de même nature s'était esquissée dès 1939, la German Labour Delegation, au sein de laquelle se retrouvent le responsable de la direction majoritaire SPD Fritz Stampfer et le syndicaliste minoritaire Friedrich Aufhäuser, qui en avait été exclu en 1935. Quant à Juchacz et Dietrich, également réfugiés aux États-Unis, ils préfèrent rejoindre le Council for Democratic Germany. Une petite délégation de la Sopade reste aussi en Suède sous l'égide d'Emil Stahl, membre élu de la direction. Au total: sur les vingt membres de la direction, élus ou réélus en avril 1933 lors de la dernière conférence SPD du Reich, 5 sont morts ou ont péri de suites d'arrestations (sans compter Breitscheid et Hilferding), 4 semblent avoir survécu en Allemagne, Vogel et Böchel sont morts en exil peu après la libération. Exception faite de 3, tous les autres en exil ont regagné l'Allemagne où ils ont encore repris des fonctions dirigeantes ou importantes dans la vie politique. Ce qui ressort en fin de compte de cette période d'exil, c'est le maintien d'une tradition gestionnaire sans réel effort d'analyse théorique, hormis chez quelques membres des petits groupes de gauche et, de ce fait, l'incapacité de garder le contact avec la base, en particulier les camarades engagés dans l'action clandestine.

Pourvue d'une introduction historique, de notes abondantes, d'une importante bibliographie et de trois index, cette édition constitue un outil de travail pour les spécialistes du mouvement ouvrier. Aux non initiés elle fournira un terrain de réflexion toujours actuel, malgré le changement du contexte, sur les dangers d'une pratique politique bureaucratique en période de crise majeure.

Rita THALMANN, Paris

Jörg J. BACHMANN, *Zwischen Paris und Moskau. Deutsche bürgerliche Linksintellektuelle und die stalinistische Sowjetunion 1933–1939*, Mannheim (Palatium Verlag im J. und J. Verlag) 1995, 475 p.

Les intellectuels forment un peuple souvent maltraité. Tandis que le grand public semble à la fois fasciné et contrarié par leur non-conformisme, leur esprit critique et leur irréductibilité, les chercheurs qui en font leur objet d'étude sont motivés, le plus souvent, par cette ambivalence même. J. Bachmann est de ceux qui voudraient réhabiliter la contribution des intellectuels à la culture politique d'un pays sans pour autant renoncer à un regard critique quant à leurs défaillances<sup>1</sup>.

Pour ce faire, l'auteur a choisi d'étudier, en se basant sur leurs publications, le spectre d'une «gauche libérale et intellectuelle allemande»<sup>2</sup> et son évolution spirituelle et politique

1 L'ouvrage, mémoire de thèse, paraît dans la toute récente collection intitulée *Mannheimer Historische Forschungen* qui est dirigée par l'Institut Historique de l'Université de Mannheim.

2 Le terme «bürgerlich» a une connotation double parce qu'il désigne à la fois le citoyen et le bourgeois. D'où le choix de le traduire par «libéral».